

Maître d'ouvrage :

GAEC LA CHARRIE

Siège d'exploitation : La Charrie

85140 Essart en Bocage

Pré études technique et réglementaire

PROJET DE RESERVE EN EAU



GAEC LA CHARRIE
85140 L'Ōie – LES ESSARTS EN BOCAGE

CAVAC
Environnement

Table des matières

1.	Identification de l'exploitation :	3
2.	Objet du dossier :	4
2.1	Projet :	4
2.2	Motivations	6
2.3	Situation géographique	6
2.4	Contexte réglementaire	7
2.5	Caractéristiques du site envisagé pour le projet :	8
2.6	Approche économique	8
2.7	Urbanisme	9
3.	Contexte environnemental :	11
3.1	Contexte et calcul de la ressource en eau :	11
3.1.2	Situation géologique et morphologique	12
3.2	Les secteurs d'intérêt particulier.....	13
3.2.1	Les ZNIEFFs	14
3.2.2	Natura 2000.....	15
3.2.3	Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire	16
3.3	Les zones humides Eviter Réduire Compenser	17
3.4	Servitudes	18
4.	Sécurité.....	19
5.	Le SDAGE et le SAGE	19

1. Identification de l'exploitation :

GAEC LA CHARRIE

Siège d'exploitation : La Charrie

85140 L'Oie - Commune nouvelle Essart en Bocage

Siret : 48194057500014

Exploitation agricole polycultures – élevage

SAU : 219.11 ha

Assolement sur l'exploitation :

- Bande enherbée : 2.81 ha
- Blé tendre d'hiver : 70.5 ha
- Chanvre : 8.22 ha
- Colza : 15.57 ha
- Féverole : 12.02
- Lin oléagineux : 5.14
- Maïs fourrager : 34.95 ha
- Maïs grain : 10.15 ha
- Prairie temporaire : 31.47 ha
- Tournesol : 16.26 ha
- Autre utilisation temporaire 12.02 ha

Effectif animaux

155 vaches laitières

Le GAEC La Charrie n'est actuellement pas irrigant. Toutefois, les parcelles cultivées sont équipées de canalisations d'approvisionnement. Les parcelles étaient autrefois approvisionnées en eau depuis une station de lagunage privée. Cet approvisionnement est terminé.

L'exploitation ne possède pas de retenue d'irrigation ni autre surface en eau.

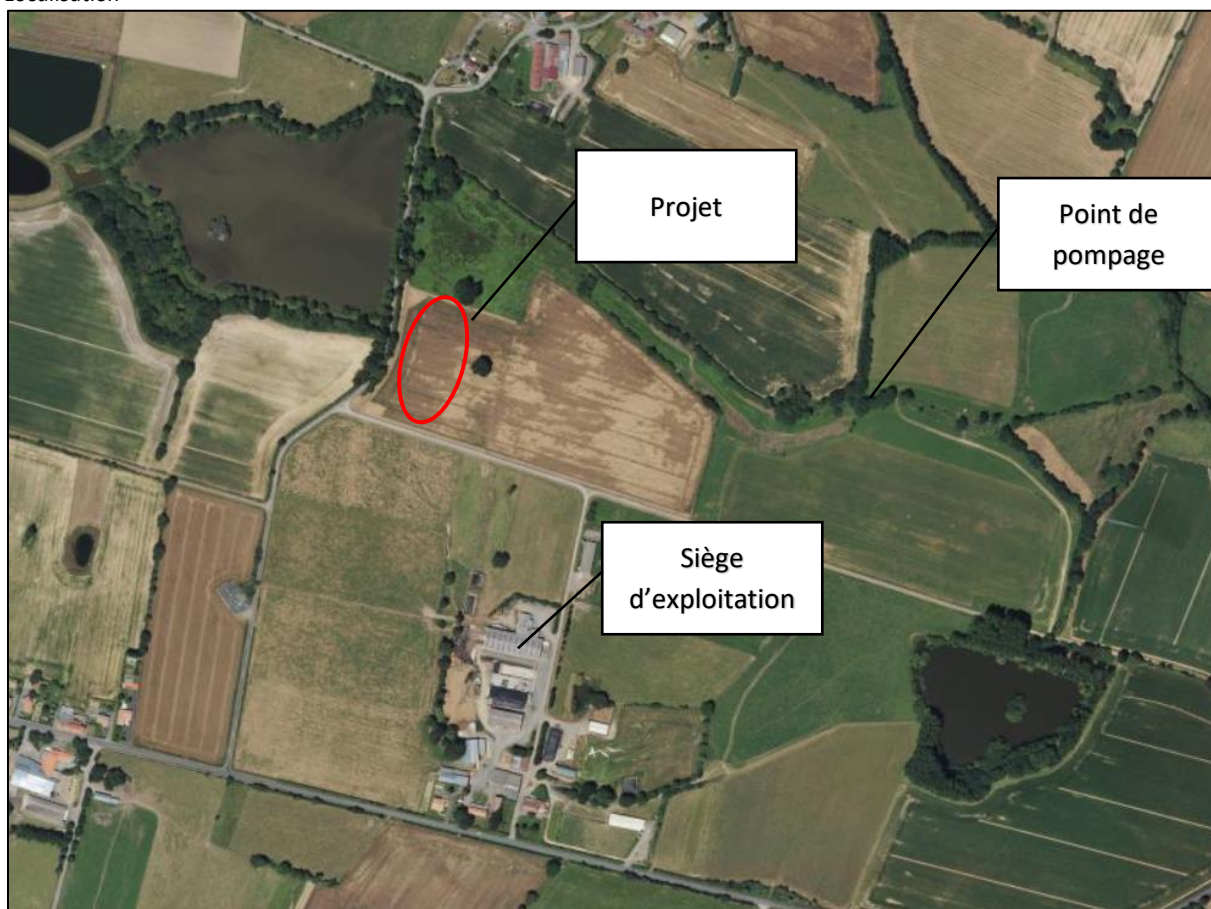
2. Objet du dossier :

2.1 Projet :

Le projet consiste à créer un stockage d'eau hivernal, permet l'irrigation des surfaces de maïs fourrager chaque année, représentant 35 ha de l'assolement annuel.

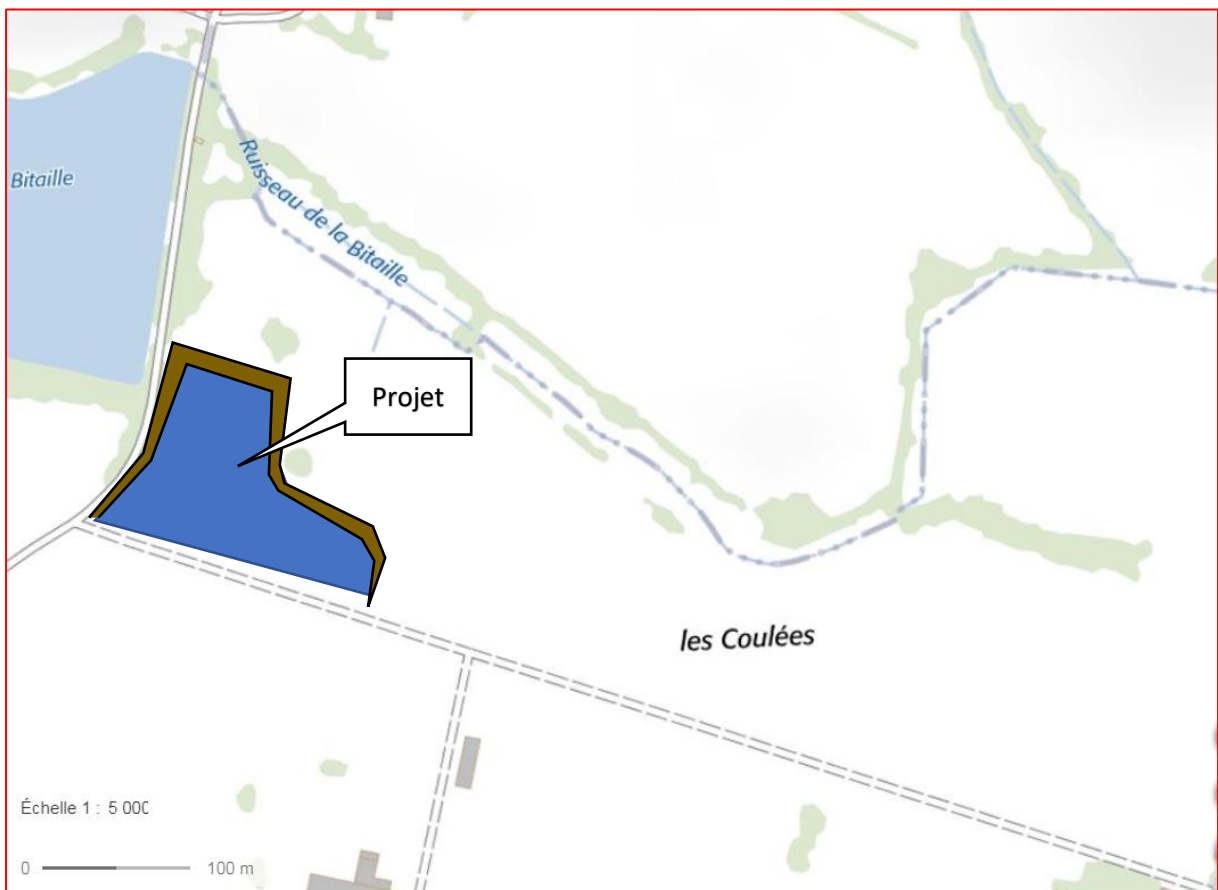
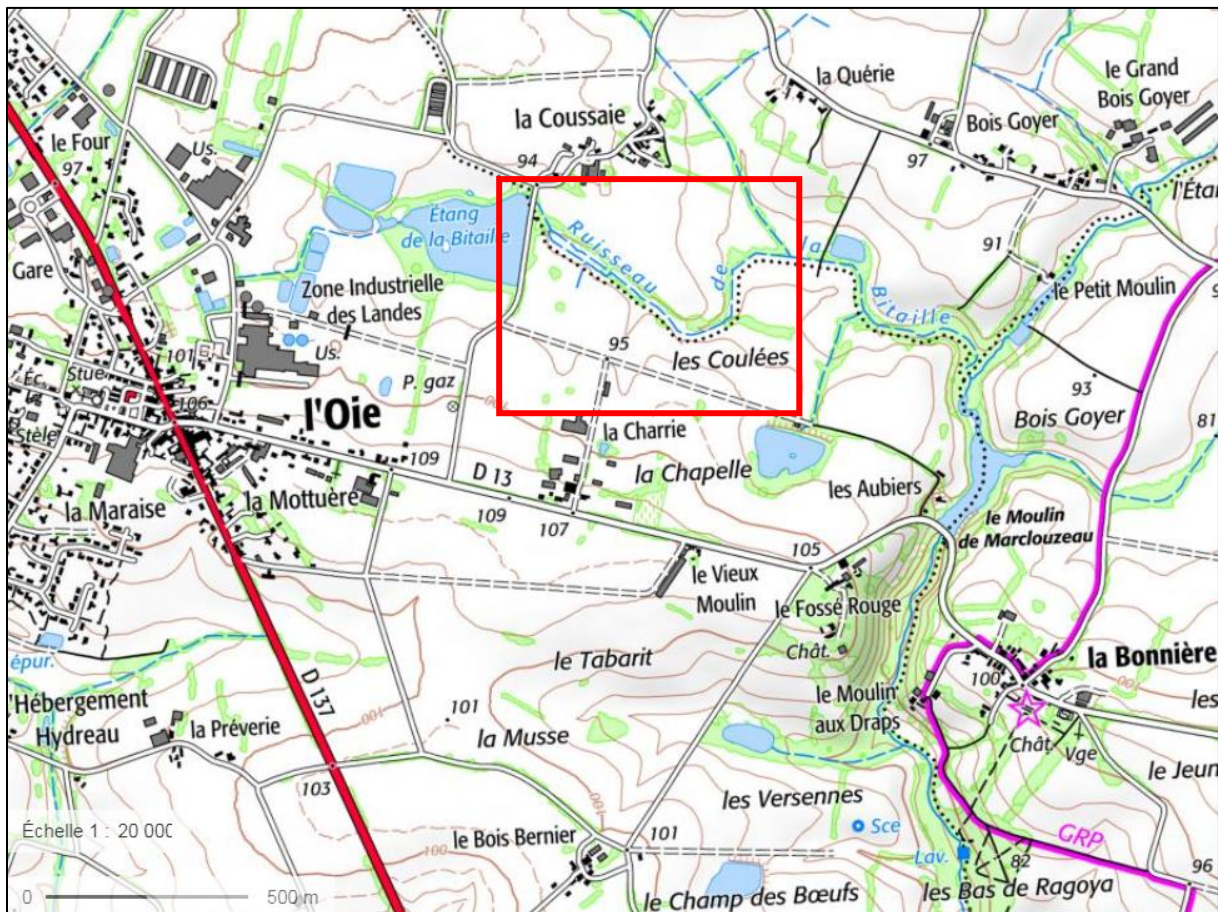
La collecte des eaux du bassin versant ainsi qu'un pompage sur le cours d'eau proche du projet permettront le remplissage de la retenue.

Localisation



Les étangs situés à l'amont et à l'aval du projet sont des étangs de loisir. L'impact des prélèvements annuels ne se cumulera pas avec les étangs voisins Enfin, les lagunes situés à l'ouest du projet sont des rejets d'eau de l'industrie agro-alimentaire avec une gestion privée des volumes produits et stockés via le réseau public.

Plan de situation du projet



2.2 Motivations

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées sur les terres exploitées, soit pour le projet, un volume avoisinant 28000 m³.

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures fourragères permettra d'assurer un rendement minimum et la qualité d'un fourrage complet.

En effet les évolutions climatiques avec des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes compromettent la production de fourrage de l'exploitation. L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'étiage.

Le projet permettra d'assurer le bilan fourrager, tant en qualité qu'en quantité minimum.

L'exploitation pourra ainsi assurer son autonomie fourragère sur le plan protéine. L'eau utilisée sera uniquement à 'usage d'irrigation de fourrage pérennisant l'exploitation qui comprend 2 unités de travail horaire ainsi qu'un stagiaire.

Les besoins en eau sont estimés en fonction des capacités du sol à retenir l'eau. Le parcellaire moyen comporte une réserve utile relativement correct permettant de limiter de volume d'eau à l'hectare à 800 m³ / ha soit 28 000 m³.

2.3 Situation géographique

Le territoire municipal de L'Oie s'étend sur 1 430 hectares. L'altitude moyenne de la commune est de 84 mètres, avec des niveaux fluctuants entre 48 et 110 mètres.

La commune a été créée en 1895 par démembrement de la commune de Sainte-Florence. Sur les 1 786 habitants que comptait Sainte-Florence, 854 sont devenus Oyens.

Le 1er janvier 2016, elle devient l'une des 4 communes déléguées d'Essarts-en-Bocage.

Administration		Géographie	
Pays	 France	Coordonnées	 46° 47′ 56″ nord, 1° 07′ 41″ ouest
Région	Pays de la Loire	Altitude	84 m Min. 48 m Max. 110 m
Département	Vendée	Superficie	14,30 km ²
Arrondissement	La Roche-sur-Yon	Historique	
Canton	Chantonay		
Intercommunalité	Communauté de communes du Pays-de-Saint-Fulgent-les-Essarts	Date de fusion	1 ^{er} janvier 2016
Commune	Essarts-en-Bocage	Commune(s) d'intégration	Essarts-en-Bocage
Statut	Commune déléguée	Localisation	
Maire délégué	Jean-Octave Audrin 2016-2020		
Code postal	85140		
Code commune	85165	<div>Géolocalisation sur la carte : France</div> 	

Code Sandre : GR0574
LE PETIT LAY ET SES AFFLUENTS DEPUIS
LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE
AVEC LE LAY

2.4 Contexte réglementaire

Le projet suivra les prescriptions générales mentionnées par décret du 27 août 1999 et applicables aux opérations de création d'étangs ou de plans d'eau soumises à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et relevant des rubriques 2.7.0 (1o, b) et 2.7.0 (2o, b) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Sage Bassin du Lay	Le projet se situe dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Lay.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Non Concerné
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Non Concerné
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non : « 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; « 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). « Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. « Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique. » ;	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha (D) L'étude technique déterminera la surface exacte
3.2.5.0 Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112	L'ouvrage ne sera pas de classe C. Volume < 50 000m ³ Maison tiers la plus proche > 400 m
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet fera l'objet d'une demande d'attribution de volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Des volumes sont, à ce jour, disponibles. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume. (D)

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

L'étude technique déterminera précisément la surface totale de l'emprise. Cette étude tiendra compte des pentes naturel, de la nature du sous-sol et de la qualité des matériaux, notamment leur capacité à retenir l'eau.

2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet :

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques, de la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial, en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux ainsi que de son mode d'alimentation en eau.

Les mesures Eviter Réduire Compenser sont visées dès le stade de la réflexion du projet, évitant autant que possible l'impact sur les zones humides et éléments protégés.

Il sera tenu compte de l'étude technique et des sondages à venir, pour déterminer un cout du projet et sa faisabilité.

La maîtrise du foncier ainsi que l'existence du réseau de canalisation fixent aussi les critères de d'implantation de l'ouvrage.

2.6 Approche économique

La création du plan d'eau sera à usage exclusif pour l'irrigation des terres de l'exploitation agricole GAEC La Charrie.

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises de TP et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le projet devrait s'inclure dans une fourchette de prix standard, soit entre 1.5€ / 2.5€ m3 d'eau, hors équipement. L'exploitation possédant actuellement son réseau de canalisation. Quelques ajustements seront faits afin d'alimenter en eau les parcelles nouvelles ainsi que la création du réseau de remplissage depuis le point de pompage.

Il est probable de tabler sur un amortissement d'une durée proche de 15 ans à taux de 3%.

Il sera tenu compte de l'étude technique et des sondages à venir, pour déterminer un cout du projet et sa faisabilité en fonction des matériaux présent sur le site, toute en conservant un équilibre déblai/remblai, limitant ainsi un éventuel surcout des travaux.

Ces devis seront analysés dans l'étude globale de l'exploitation agricole afin de mesurer l'intérêt de la création du projet présenté, en fonction des marges estimées aux cultures et du cout de réalisation de l'ouvrage.

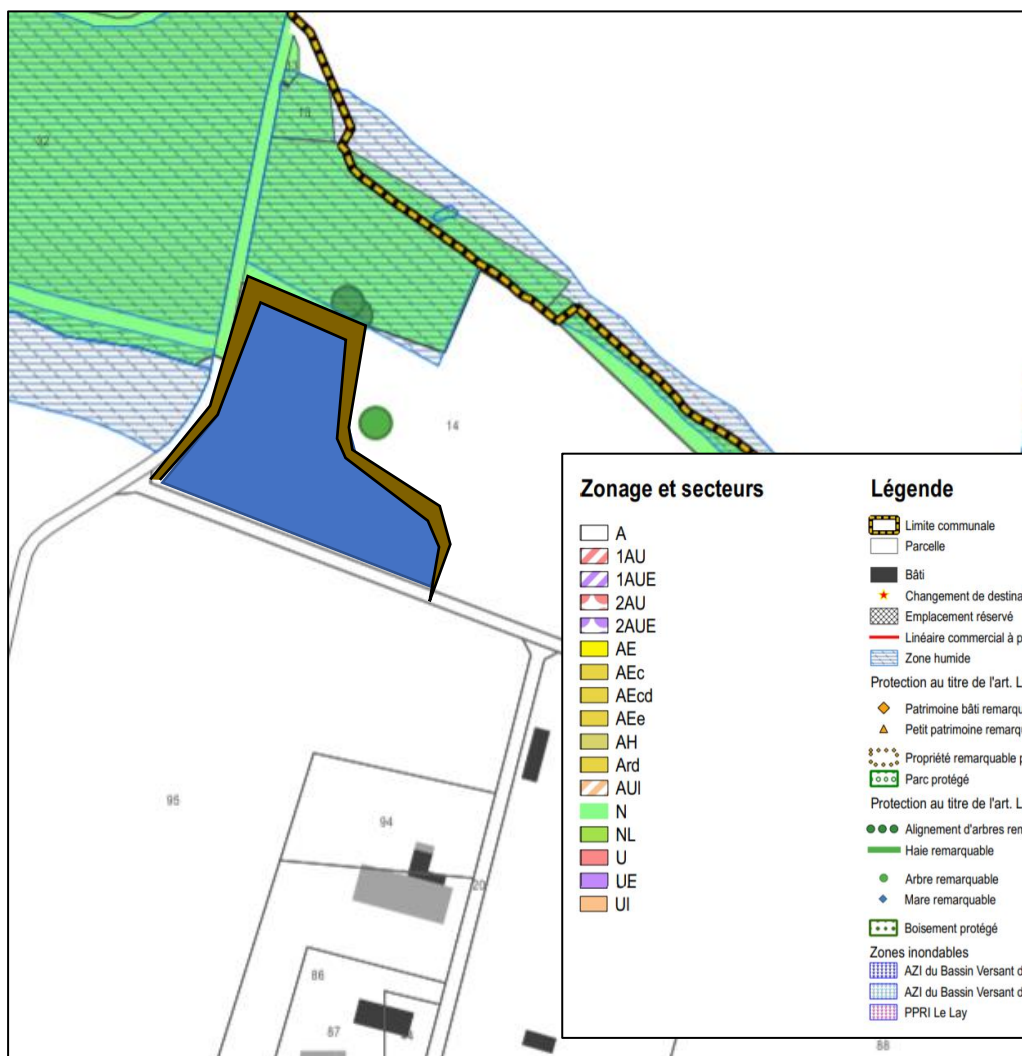
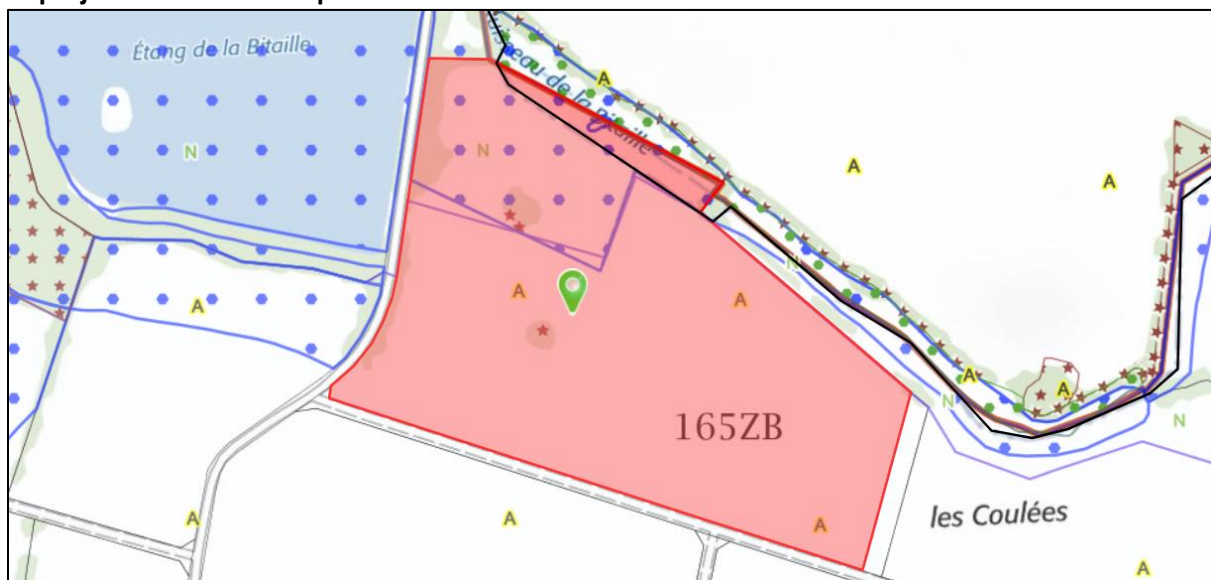
L'irrigation permettra d'atteindre l'autonomie fourragère sur l'atelier bovin, limitant ainsi les achats d'ensilage, de qualité parfois médiocre si ceux-ci sont cultivés en cultures sèche.

2.7 Urbanisme

La commune possède un PLU. Le projet se situe en zone A, autorisant ce type de projet.

Les mesures d'évitement orientent l'implantation de la retenue vers le sud, évitant la suppression d'éléments paysagers protégés au titre de l'urbanisme et concernés aussi par les zones humides suivant le code de l'environnement.

Le projet sera situé sur la parcelle 165 section ZB N°0014.



Zonage et secteurs

- A
- 1AU
- 1AUE
- 2AU
- 2AUE
- AE
- AEd
- AEe
- AH
- Ard
- AUI
- N
- NL
- U
- UE
- UI

Légende

- Limite communale
- Parcelle
- Bâti
- Changement de destination autorisé (art. L151-11 du code de l'urbanisme)
- Emplacement réservé
- Linéaire commercial à protéger (article L151-16 du code de l'urbanisme)
- Zone humide
- Protection au titre de l'art. L151-19 du code de l'urbanisme
 - Patrimoine bâti remarquable
 - Petit patrimoine remarquable
- Protection au titre de l'art. L. 151-23 du code de l'urbanisme
 - Alignement d'arbres remarquable
 - Haie remarquable
 - Arbre remarquable
 - Mare remarquable
- Boisement protégé
- Zones inondables
 - AZI du Bassin Versant de Grandlieu
 - AZI du Bassin Versant de la Maine
 - PPRI Le Lay

Extrait du règlement PLU de la commune :

2. Éléments de patrimoine identifiés au titre de l'article L151- 23 du code de l'urbanisme dans ses dispositions actuelles ou à venir

Arbres remarquables :

Les arbres identifiés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme sont protégés. Les arrachages ne sont autorisés que pour des raisons sanitaires, ou de sécurité ou de besoins techniques d'intérêt collectif justifiés (réseaux, voirie, etc...). Néanmoins, tout arbre abattu doit être remplacé par un autre de la même essence et au même emplacement ou à proximité. Si pour des raisons sanitaires ou techniques il n'est pas possible de replanter la même essence, une autre au gabarit (taille, port) équivalent pourra la remplacer.

Les arbres devront être entretenus afin de garantir leur pérennité ainsi que leur éventuelle taille en têtard.

Pas d'abattage nécessaire pour le projet. (Arbres remarquables conservés)

Les zones humides :

Conformément aux orientations 8A-1 et 8A-3 du SDAGE Loire Bretagne, « les PLU incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme ».

Les zones humides font l'objet d'une trame particulière sur le document graphique.

Dans toutes les zones repérées comme humides, sont interdits :

- Les constructions et l'imperméabilisation des sols susceptibles de compromettre leur conservation, leur qualité, leur équilibre hydraulique et biologique ne peuvent être autorisés qu'en l'absence d'alternatives avérées et après avoir réduit au maximum leur atteinte. La mise en œuvre des mesures compensatoires doit s'opérer selon les dispositions du SDAGE précité, du SAGE en vigueur, et des dispositions du code de l'environnement ;
- Les affouillements et exhaussements de sol à compter du seuil de la déclaration préalable sauf lorsqu'ils sont liés à la revalorisation ou reconstitution d'une zone humide dégradée mais aussi lorsqu'ils sont liés à des installations de projets autorisés ou d'intérêt publics ou à la réalisation d'ouvrages hydrauliques de protection contre les inondations.
- Les périmètres des zones humides inscrites au plan de zonage pourront être réinterrogées en phase opérationnelle.

Le projet n'impact pas directement de zone humide, ni indirectement. La zone humide recensée en aval du projet conservera l'ensemble de ses fonctionnalités.

Le projet devrait relever de la déclaration préalable de travaux, la surface de l'emprise totale étant probablement inférieure à 2 ha. Si l'étude technique détermine une surface supérieure, alors, le dossier sera soumis à permis d'aménager.

3. Contexte environnemental :

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau :

Le projet est situé dans le bassin versant du Lay, en ZRE.

L'alimentation par interception des eaux de surfaces devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021.

L'alimentation du plan d'eau sera assurée par la collecte des eaux de ruissellement et de drainage du bassin versant amont. Un pompage sera fait depuis le cours d'eau « ruisseau de la Bitaille, situé au nord de l'ouvrage projet.

	janv.	fev.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	dec.	Toute la période
Cumul moyen Précip.	97,5	67,4	63,5	67,3	62,6	44,0	49,9	45,2	73,2	106,9	96,3	103,1	876,9

Source info climat (station de Chantonay)

Pluviométrie du 1er novembre au 31 mars : 427.8 mm
Pluviométrie annuelle 876.9 mm

SYNTHESE : données hydrologiques de synthèse (1968 - 2019)
Calculées le 09/09/2019 - Intervalle de confiance : 95 %

Le Petit Lay à Saint-Hilaire-le-Vouhis

Code station : N3113010
Bassin versant : 262 km²

Producteur : DREAL Pays-de-Loire
E-mail : hydrometrie.dreal-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr

Écoulements mensuels (naturels) - données calculées sur 52 ans

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Débits (m3/s)	6.070 #	5.620 #	3.640 #	2.320 #	1.190 #	0.621 #	0.249 #	0.134 #	0.135 #	0.862 #	1.800 #	4.400 #	2.240
Qsp (l/s/km2)	23.2 #	21.4 #	13.9 #	8.9 #	4.5 #	2.4 #	1.0 #	0.5 #	0.5 #	3.3 #	6.9 #	16.8 #	8.5
Lame d'eau (mm)	62 #	53 #	37 #	22 #	12 #	6 #	2 #	1 #	1 #	8 #	17 #	44 #	271

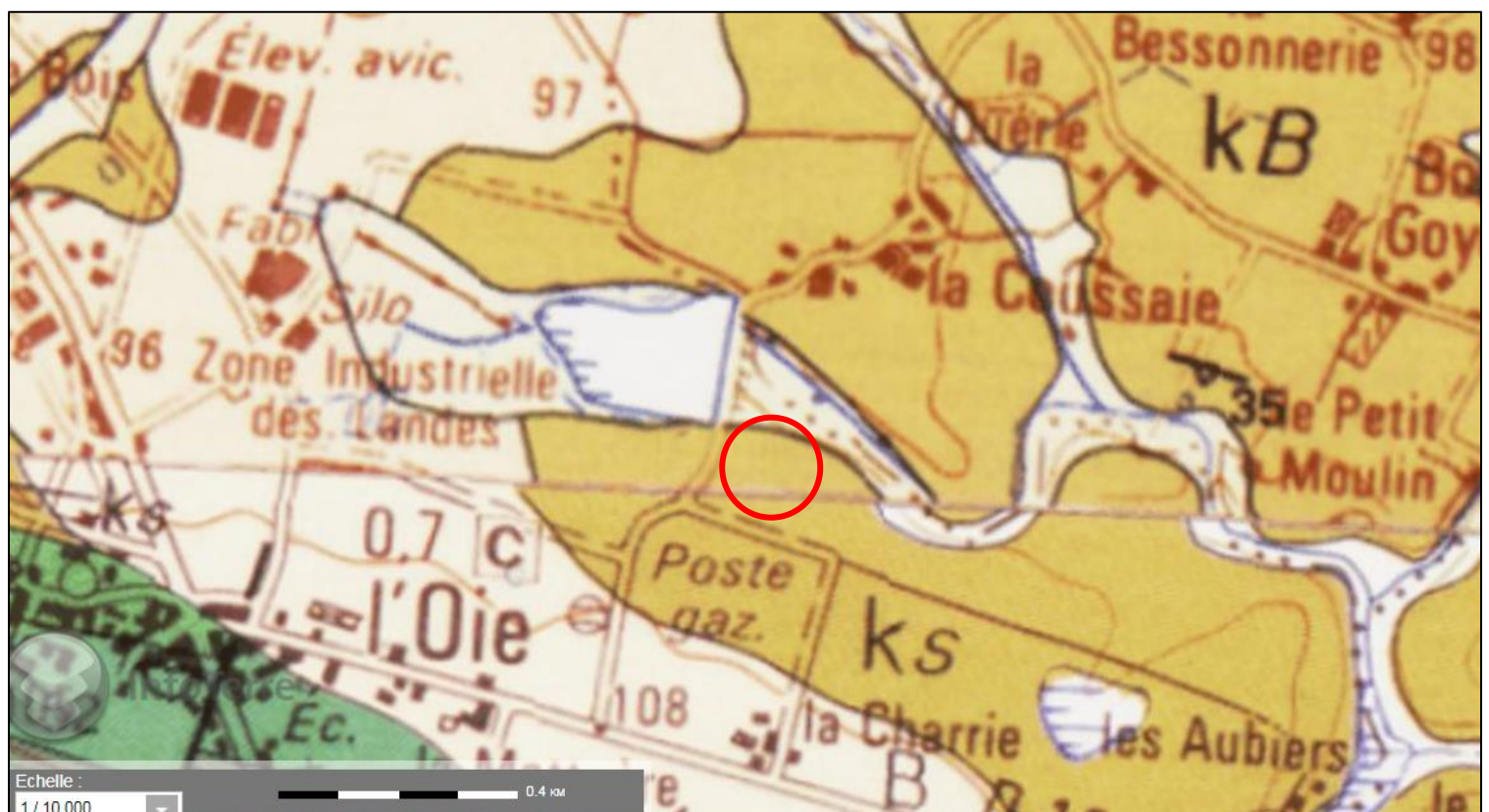
Qsp : débit spécifiques

Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1er novembre au 31 mars. Le relevage de l'eau sera stoppé une fois la période de remplissage terminée et/ou une fois la retenue pleine. Le fossé de déconnexion mis en place interdira tout écoulement hors période de remplissage via le bassin versant direct gravitaire.

Le bassin versant gravitaire direct



3.1.2 Situation géologique et morphologique



562 LA ROCHE SUR YON ks Cambrien supérieur probable, Formation de Bourgneuf : Chloritoschistes et grès verts ou bruns à passées de microconglomérats.

Des analyses de sol seront effectuées afin de déterminer la qualité des matériaux disponibles.

Les relevés topographiques et les sondages techniques permettront de déterminer les cubatures nécessaires à la confection de l'ouvrage à l'équilibre déblai/remblai. L'étude permettra aussi de dimensionner précisément la surface du projet, les hauteurs de fond de bassin et hauteurs de digues.

3.2 Les secteurs d'intérêt particulier

Carte des enjeux naturels Pays de La Loire et situation du projet



Le site potentiel sélectionné pour la création de la retenue ne se superpose à aucun périmètre de protection d'un patrimoine d'intérêt biologique.

3.2.1 Les ZNIEFFs



Les critères de mesures d'évitement orientent le projet vers le sud, permettant de ne pas se superposer à la ZNIEFF présente proche du site d'étude.

ZNIEFF 520005739

FORET ET ETANG DU BAS BOCAGE ENTRE SAINTE-FLORENCE ET LES HERBIERS

Descriptif :

Composé de quatre forêts, distantes d'au plus 3 km, et d'une dizaine d'étangs, ce secteur de bas Bocage sert de refuge au milieu d'un bocage très remembré.

Les forêts de chênes sessile et pédonculé sont bien conservées malgré l'enrésinement de nombreux secteurs. Les zones les plus humides présentent des faciès à bouleaux et aulnes, dans la continuité desquels ont été créées des étangs.

La végétation rase de lande subsiste surtout dans les chemins. Les étangs sont riches car ils sont en connexion et permettent l'hivernage de nombreux canards.

Le bocage remembré (corridor entre les bois) est intéressant pour les oiseaux de plaine (Faucon émerillon, Pluvier doré, Vanneau, Caille...).

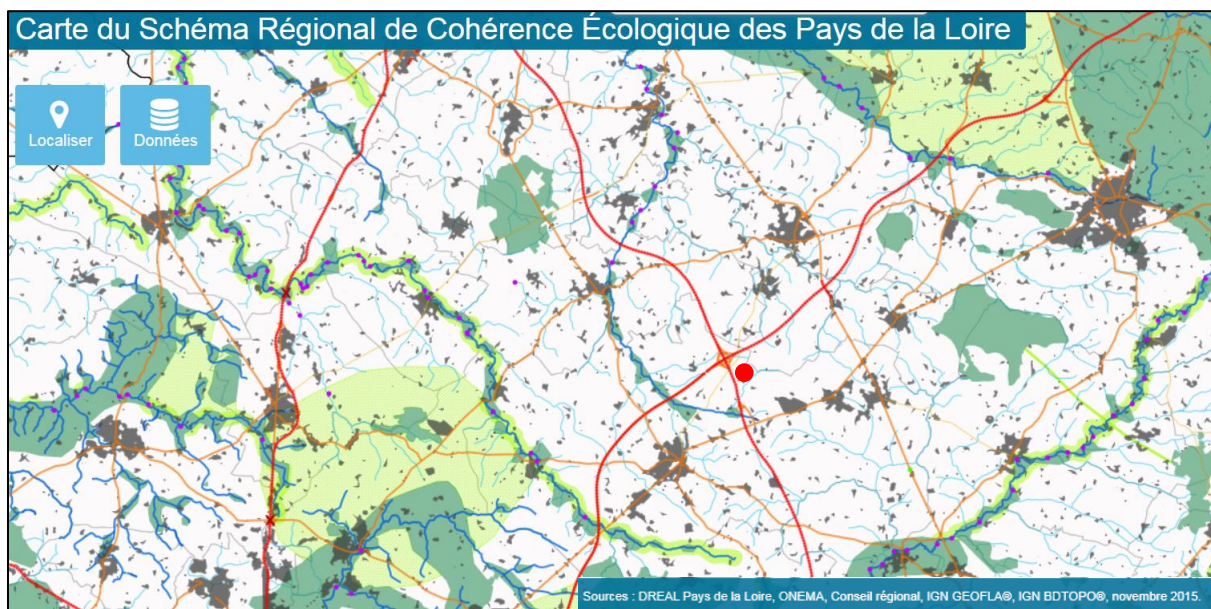
Le maintien des milieux ouverts dans les boisements permettra de conserver les espèces de landes.

Aucun impact sur zone humide n'est prévu. Les arbres en place seront conservés, aucune suppression de haie n'est à prévoir.

Site de la directive "Habitats, faune, flore"

3.2.3 Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire

Le projet ne s'inscrit pas dans un corridor écologique, ni sur une interface de transit type trame verte. Le projet ne fera pas obstacle à un cours d'eau, la retenue aura alors des incidences relativement faibles sur la trame bleue.



La trame verte et bleue, l'un des engagements phares du Grenelle de l'environnement, est une démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges sur les territoires pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer... c'est-à-dire assurer leur survie, en facilitant leur adaptation au changement climatique.

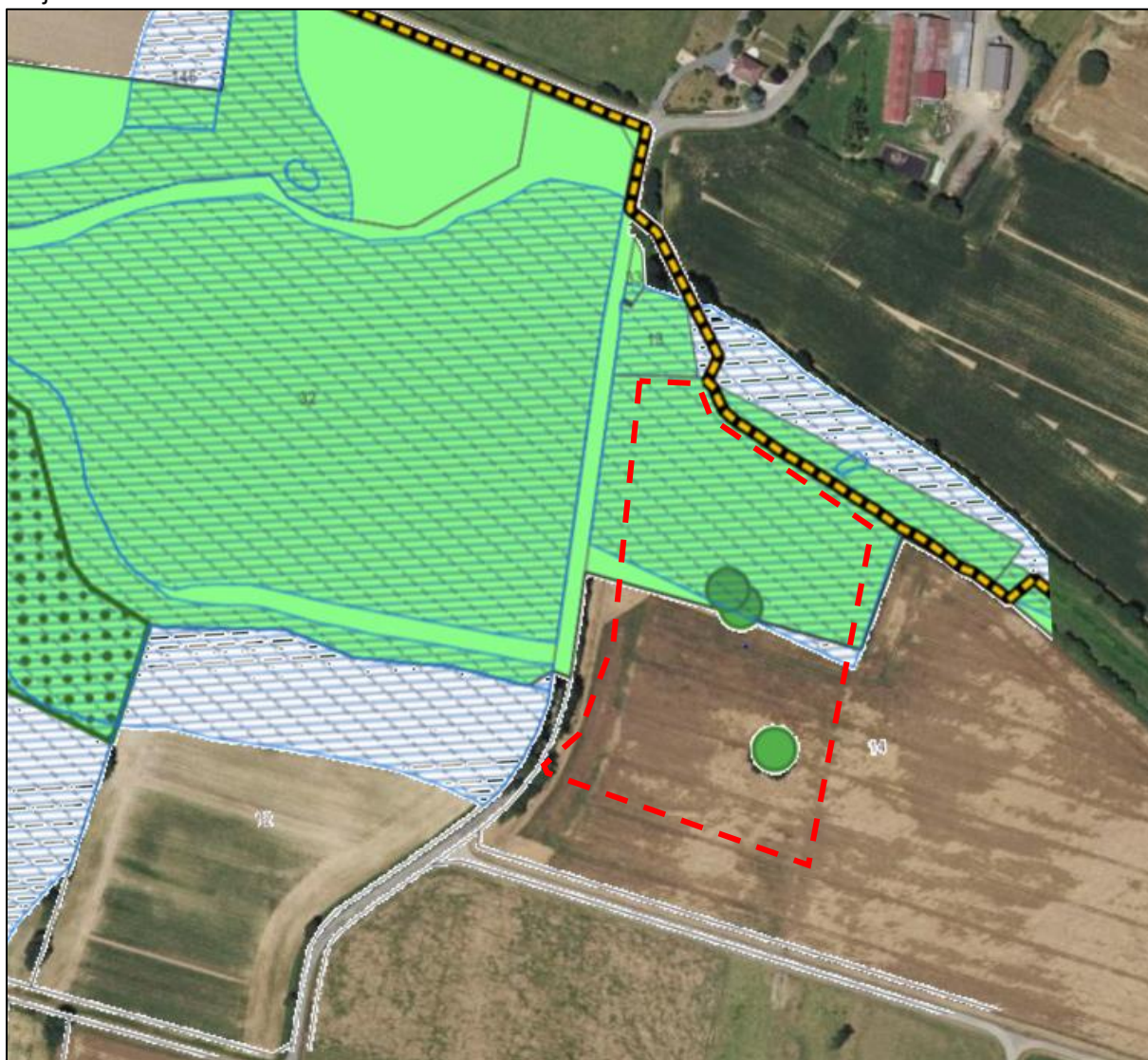
3.3 Les zones humides Eviter Réduire Compenser

Dans l'aire d'étude, délimitée en rouge, une zone humide est présente.

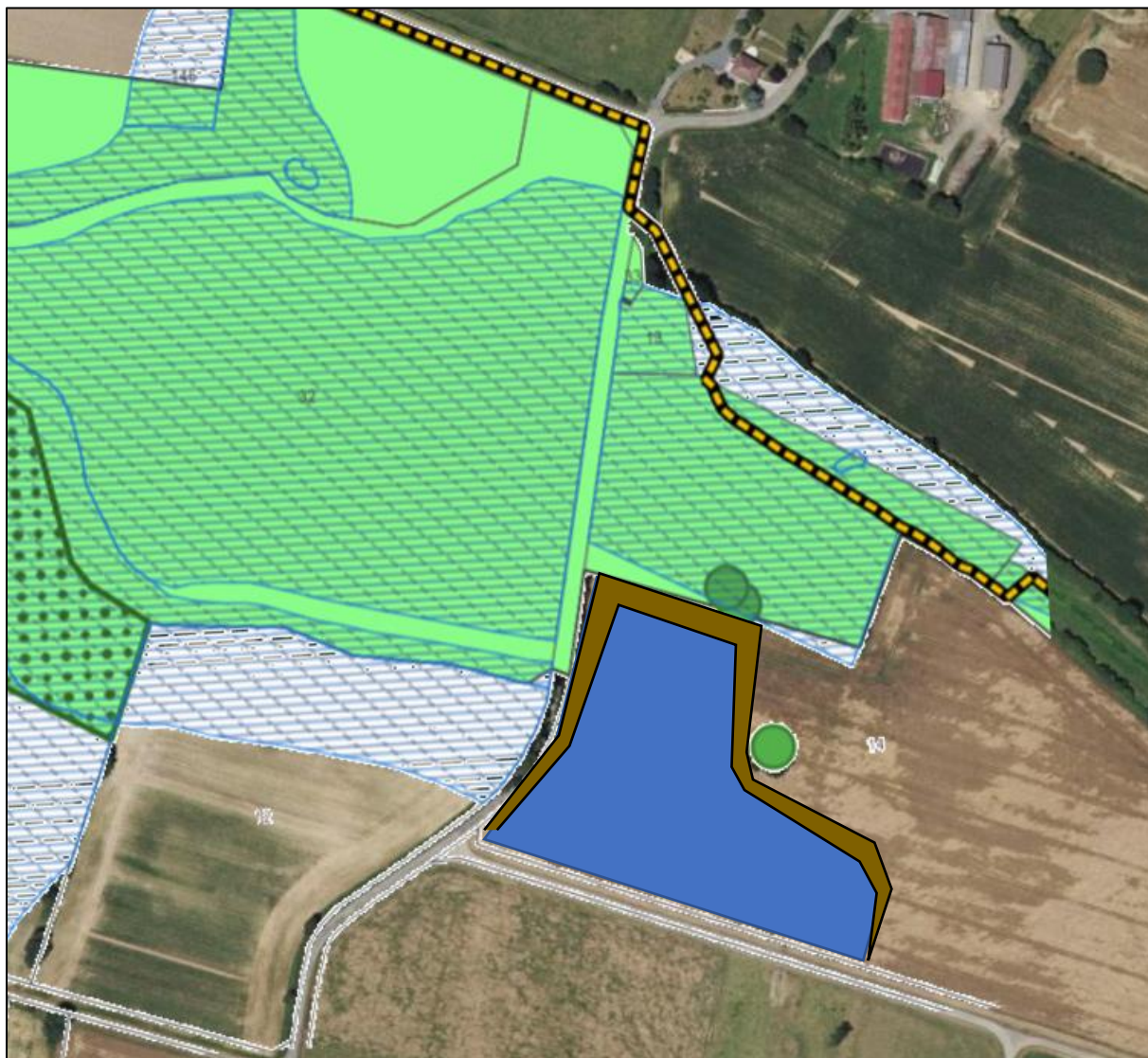
Afin de conserver les éléments paysagers et en appliquant la triptyque Eviter Réduire Compenser, dans un contexte où l'exploitation agricole a la maîtrise du foncier sur l'ensemble de l'air d'étude, l'ouvrage ne sera pas de nature à impacter la zone humide existante.

La retenue n'entravera pas l'alimentation en eau de la zone humide, donc n'assèchera pas indirectement cette zone sensible. La zone humide est alimentée à ce jour par la nappe d'accompagnement du cours d'eau, dite nappe alluviale.

Projet initiale.



Projet retenu après mesure ERC appliquées.



Les mesures d'évitement permettent de n'atteindre aucune zone naturelle sensible ou autre élément paysager.

Aucune mesure de réduction ou de compensation n'est à envisager pour ce projet.

3.4 Servitudes

L'emprise du projet ne se superpose à aucune servitude (réseau électrique, gaz...)

4. Sécurité

L'étang d'irrigation, d'une capacité inférieure à 50 000 m³ n'est pas concerné par les classes de barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement.
Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.

Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence. Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

L'habitation tierce la plus proche sera située à plus de 1.5kmL de l'ouvrage.
Une partie de la réserve sera creusée sous le niveau naturel du terrain, c'est le « culot ». En cas de rupture accidentelle, le volume total ne sera pas libéré, le volume du « culot » restera en place. Celui-ci sera calculé lors de l'étude technique du projet.

5. Le SDAGE et le SAGE

Le projet s'inclue dans le SDAGE Loire Bretagne et dans le SAGE du Lay.
Le projet sera compatible avec l'ensemble des dispositions de ceux-ci.

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le Sdage et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le Sdage, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

De par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet est donc compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

- Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau
- Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.
- Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.
- La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Le règlement du SAGE du Lay s'articule comme suit :

PORTEE JURIDIQUE DU REGLEMENT

PRIORITES D'USAGES DE LA RESSOURCE

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE

LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

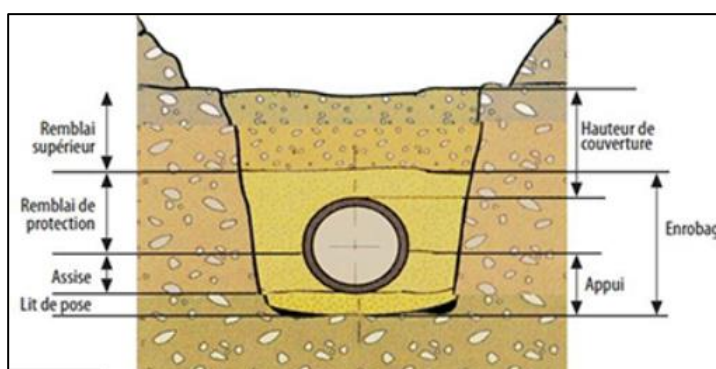
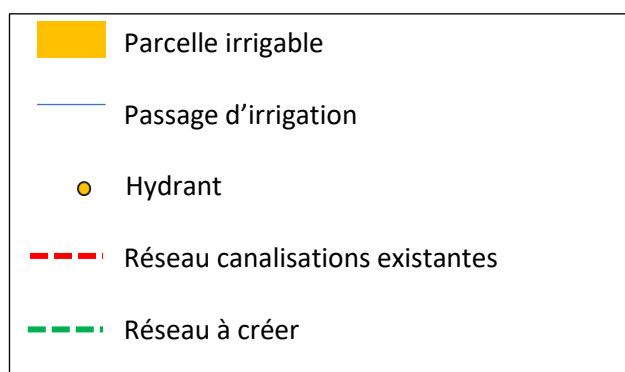
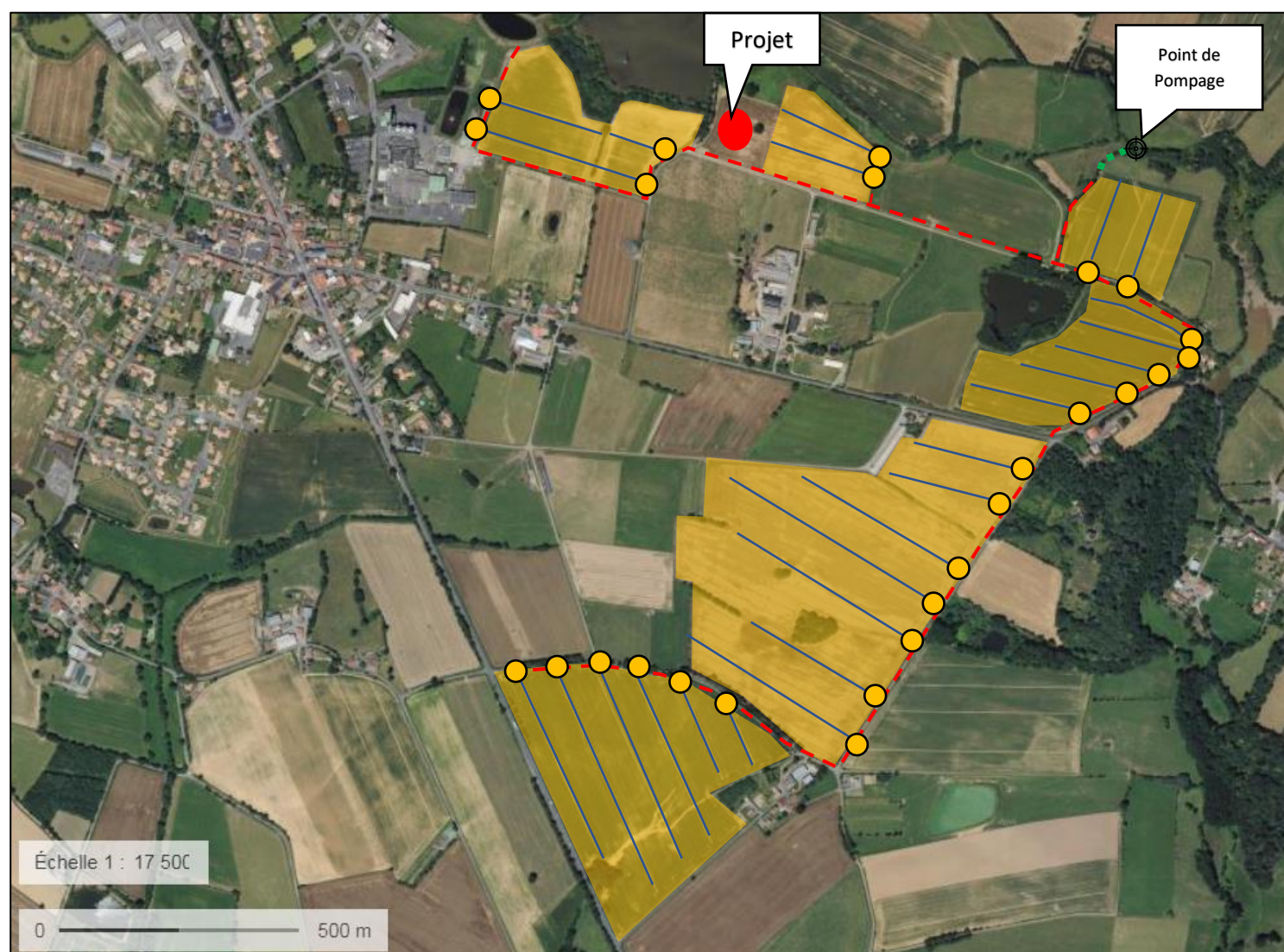
Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE et la SAGE en place sur le secteur.

Le parcellaire irrigable



Un réseau de 115 mL environ sera créé, afin de connecter la prise d'eau sur le réseau existant. L'enfouissement ne sera pas de nature à impacter une zone humide et n'engendrera par de suppression d'arbre isolé ou haie.

Parcellaire de l'exploitation GAEC La CHARRIE